

MARCHE DE SERVICES

Acte d'engagement valant Cahier des clauses administratives particulières

Objet du marché

Marché d'exploitation des installations thermiques de type P2 du collège LA HOURQUIE

Pouvoir adjudicateur

Collège La Hourquie

Adresse : rue Lascarribasses, 64160 Morlaàs

Téléphone : 05 59 33 74 29

Référence de la délibération autorisant la signature du marché

Séance 2, acte 23. Vote du 26 novembre 2020

Procédure de passation

Procédure adaptée – Articles R. 2123-1, R. 2123-4 et R. 2123-5 du Code de la commande publique.

Notification du marché

Date de notification :

Sommaire

Table des matières

Table des matières	2
1. Contractant.....	3
2. Objet du marché.....	4
3. Documents contractuels.....	4
3.1 Pièces particulières dans l'ordre de priorité décroissante	5
3.2 Pièces générales	5
4. Durée du marché – Délais d'exécution – Reconduction	5
4.1 Durée du marché / délais d'exécution	5
4.2 Reconduction.....	5
5. Prix.....	5
5.1 Forme et contenu des prix	5
5.2 Etablissement des prix.....	6
5.3 Variation des prix.....	6
6. Facturation et paiement.....	7
7. Prestations similaires.....	7
8. Avance	7
9. Contrôle et prestations non conformes	7
9.1 Résultats et vérification.....	7
9.2 Contrôle de la performance – pénalités.....	7
10. Assurances et garanties.....	9
10.1 Assurances.....	9
10.2 Garanties	9
11. Résiliation du contrat	10
12. Substitution	10
13. Transfert de propriété	10
14. Dérogations au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services.....	10
15. Signature du candidat.....	10
16. Acceptation de l'offre.....	11

1. Contractant

Après avoir pris connaissance du cahier des clauses techniques particulières et des documents qui sont mentionnés au présent acte d'engagement valant cahier des clauses administratives particulières,

- Je
M'ENGAGE, sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions des documents visés ci-dessus à exécuter les prestations définies ci-après, aux conditions qui constituent mon offre.
- J’AFFIRME,
sous peine de résiliation de plein droit du marché, que je suis titulaire d'une police d'assurance garantissant l'ensemble des responsabilités que j'encours.
- Je
CONFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que les sous-traitants proposés sont également titulaires de polices d’assurances garantissant les responsabilités qu’ils encourent.

L'offre ainsi présentée ne nous lie toutefois que si l’attribution du marché a lieu dans un délai de 3 mois 90 jours à compter de la date limite de réception des offres finales.

☐ Le signataire :

- ☐ s’engage, sur la base de son offre et pour son propre compte à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies ci-après;
- ☐ engage la société sur la base de son offre à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies ci-après;

☐ Le mandataire (1) :

- ☐ du groupement solidaire
 - ☐ solidaire du groupement conjoint
- s’engage pour l’ensemble des prestataires groupés désignés dans l’annexe ci-jointe (2) à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies ci-après;

(1) Cocher la case correspondante à la nature de votre groupement.

(2) Cette annexe est à dupliquer en autant d'exemplaires que nécessaire et elle est recommandée dans le cas de groupement conjoint.

(3) Dans le cas d'un groupement, indiquer les coordonnées du mandataire.

Nom commercial et dénomination sociale du candidat (3) :

.....

Adresse de l'établissement :

.....

.....

.....

Adresse du siège social (si différente de l'établissement) :

.....

.....
.....
Adresse électronique :
Téléphone :
Télécopie :
SIRET :
APE :
Numéro de TVA intracommunautaire :

Références bancaires :
IBAN :
BIC :

2. Objet du marché

Le présent marché a pour objet **l'exploitation des installations thermiques de type P2 du collège La Hourquie**

Le présent document définit les conditions administratives des prestations de type P2 d'exploitation, d'entretien, de maintenance et de conduite des installations de production et distribution et d'émission de chauffage, d'eau chaude sanitaire, de ventilation, de climatisation et des équipements connexes ci-après définis, du collège La Hourquie

Le Cahier des clauses techniques particulières définit les conditions techniques d'exécution du présent marché.

Le Département des Pyrénées-Atlantiques est engagé dans une politique d'optimisation énergétique du patrimoine afin de favoriser le développement durable ainsi que le respect de ses engagements réglementaires notamment en matière de décret tertiaire. Le Département est propriétaire du bâtiment et des installations techniques visées par le présent contrat.

Dans ce cadre, les services administratifs de la Direction du Patrimoine ont rédigé ce marché destiné à inscrire les prestations d'exploitation et de maintenance des collèges à l'aide d'un référentiel normé permettant une prestation homogène et contrôlée sur l'ensemble du territoire concernant les bâtiments dont le Département est propriétaire.

Afin de représenter ses intérêts, il est prévu la possibilité de recourir à une prestation de contrôle, de diagnostic ou d'audit vis-à-vis du respect de la réglementation, des engagements du titulaire ainsi que de la qualité prestations réalisées en matière d'exploitation.

La défaillance constatée par rapport au cahier des charges et à l'offre du candidat sera sanctionnée par les pénalités prévues au marché.

3. Documents contractuels

Les documents contractuels qui constituent le présent marché, sont les suivants :

3.1 Pièces particulières dans l'ordre de priorité décroissante

- l'Acte d'Engagement valant Cahier des Clauses Administratives Particulières (AE valant CCAP),
- le Cahier des Clauses techniques Particulières (CCTP),
- le mémoire technique du titulaire.
- Annexe 2 : L'Attestation de visite préalable à une offre (visite le 2 mars, sur rendez vous)

3.2 Pièces générales

- le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (Arrêté du 19 janvier 2009),
- le Guide de Rédaction des Clauses Techniques des Marchés Publics d'Exploitation de Chauffage avec ou sans Gros Entretien des Matériels et avec Obligation de Résultat approuvé par la décision n°2007-17 du 4 mai 2007 du comité exécutif de l'OEAP,
- le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG-2015) applicable aux travaux d'installations de génie climatique,
- les documents techniques unifiés en vigueur (DTU) et tous documents réglementaires et normes françaises,
- le règlement de sécurité incendie du 25 juin 1980 avec ses additifs et mises à jour,
- le règlement sanitaire départemental type.

4. Durée du marché – Délais d'exécution – Reconduction

À titre indicatif, les prestations commenceront vers le 2 mai 2021

4.1 Durée du marché / délais d'exécution

Le délai d'exécution est fixé à 36 mois.

Il commencera à courir à compter de l'OS de démarrage.

4.2 Reconduction

Le marché ne sera pas reconduit.

5. Prix

5.1 Forme et contenu des prix

Les prix sont forfaitaires.

Le terme P2 correspond aux prestations de surveillance, conduite et petit entretien.

La prestation P2 fait l'objet d'un prix global et forfaitaire annuel par poste pour l'ensemble des prestations de services et fournitures décrites dans le C.C.T.P.

Le P2 inclut le remplacement des matériels indiqués dans l'annexe 2 du Guide des Marchés Publics d'exploitation de chauffage avec ou sans gros entretien des matériels et avec obligation de résultat approuvé par la décision n°2007-17 du 4 mai 2007 du Comité exécutif de l'OEAP et de toutes pièces dont le coût unitaire est inférieur à 150 € HT (prix facturé par le fournisseur).

5.2 Etablissement des prix

La date d'établissement des prix du présent marché est le mois de remise des offres.

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application d'un prix global forfaitaire égal à :

Montant HT (en chiffres) (€) :

TVA au taux de 20,00 % Montant :

Montant TTC (en chiffres) (€) :

Montant TTC (en lettres) (€) :

En cas de groupement, la répartition détaillée des prestations à exécuter par chacun des membres du groupement et le montant du marché revenant à chacun sont décomposés dans l'annexe ci-jointe.

5.3 Variation des prix

Les prix sont révisés selon les indices définis ci-après.

Variation du prix des prestations P2

Le prix des prestations P2 est révisé à la fin de chaque exercice par application de la formule suivante :

$$P2 = P2_0 \times (0,15 + (0,70 \text{ ICHT-IME}' / \text{ICHT-IME}_0 + 0,15 \text{ FSD2}' / \text{FSD2}))$$

Avec :

- P2 = nouveau prix de règlement des prestations,
- P2₀ = prix en vigueur à la date de remise de l'offre et défini à l'Acte d'Engagement
- ICHT-IME = dernière valeur de l'indice connu du mois de facturation du "coût horaire du travail, tous salariés des industries mécaniques et électriques" publié à l'INSEE ou au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment à la rubrique "valeur des paramètres, indices et index" du supplément formules de révision,
- ICHT-IME₀ = valeurs des indices connus à la date d'établissement des prix du présent marché.
- FSD2 est l'indice des produits et services divers catégorie 2, valeur connue à la date de l'offre.
- FSD2' est le même indice que ci-dessus, valeur moyenne en vigueur sur la période de révision.

6. Facturation et paiement

Les factures sont émises aux dates suivantes :

28 février, 30 mai, 30 septembre, 30 novembre

Elles représentent chacune un quart de la redevance annuelle P2, révisée au **30 septembre de chaque exercice**.

Les factures correspondantes seront obligatoirement déposées sur CHORUS.

7. Prestations similaires

Les prestations similaires à celles du présent marché pourront être attribuées au même titulaire par un marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalables dans les conditions prévues à l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

8. Avance

Le marché ne fait pas l'objet d'une avance.

9. Contrôle et prestations non conformes

9.1 Résultats et vérification

D'une manière générale, le titulaire garantit la fiabilité, les résultats minimaux et la pérennité des installations. Les performances à garantir en matière de continuité de service sont de manière générale, les conditions de fonctionnement et d'exploitation définies dans le CCTP.

Tout manquement ou toute défaillance du titulaire, ne pouvant être assimilés à un cas de force majeure, fait l'objet d'un constat par le maître d'ouvrage qui est notifié au titulaire et donne lieu à une décision de réfaction partielle ou totale et/ou d'application de pénalités forfaitaires sans mise en demeure préalable.

Sont assimilés à des cas de force majeure, dégageant la responsabilité du titulaire, tous événements exceptionnels non imputables au titulaire et n'ayant pu être ni prévus, ni empêchés par lui et le mettant dans l'impossibilité absolue de remplir tout ou partie de ses engagements, notamment en cas de rupture d'approvisionnement d'énergie ou de matériel hors d'usage non remplacé bien que le maître d'ouvrage en ait été avisée par écrit.

Dans tous les cas, le titulaire doit prendre toutes dispositions pour remettre le matériel ou l'équipement en état de fonctionnement ou de propreté normal.

9.2 Contrôle de la performance – pénalités

Les pénalités détaillées à l'article 14 du CCAG fournitures courantes et services s'appliquent au présent marché.

De plus, par dérogation à l'article 14 du CCAG fournitures courantes et services, le maître d'ouvrage se

réserve le droit d'appliquer les pénalités suivantes :

TYPOLOGIE ET MONTANT DES PENALITES

- *Non-respect des réglages et des points précisés à l'article 5.1.2. du CCTP « Essais, analyses et contrôles (P2) »*

Dans l'hypothèse où une inspection des installations aboutirait à un constat d'anomalies ou d'insuffisances dans le respect des points précisés à l'article 5.1.2. du CCTP, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'appliquer des pénalités pour non-respect du contrat, selon le montant suivant :

P = 50 €TTC/anomalie constatée (non-respect des valeurs d'eaux de chauffage, non-respect des clauses techniques des marchés d'exploitation de chauffage, etc.)

- *Absence de chauffage ou d'eau chaude sanitaire*

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'appliquer des pénalités de retard pour indisponibilité, sans mise en demeure préalable, selon le montant suivant : P = 100 €TTC/jour

- *Insuffisance ou Excès de Températures*

Chauffage

- Si la température intérieure diffère de la **température légale de 3°C avec présence de chauffage**, la pénalité correspondante sera de 50 €/jour

Eau chaude sanitaire

- Si la température de l'ECS est inférieure à la température réglementaire, pendant une période continue de 24 heures, la pénalité correspondante sera de 50 €/jour.

- *Retards d'intervention ou non transmission des documents pour les prestations P2*

Le dépassement des délais définis dans le planning inclus dans l'offre du titulaire sera sanctionné de la façon suivante:

- Dépassement du délai d'intervention : 50€ par heure de retard
- Un retard dans la transmission des documents de type analyse d'eau, rapports de mesures de température, devis de remplacement de matériel : 50 € par jour dans la limite de 500€ par mois.
- Un retard dans la transmission des documents de synthèse demandés annuellement entrainera une pénalité de : 50 € par jour dans la limite de 500€ par mois.

Un retard dans la transmission du plan de progrès après les deux mois qui suivent la prise en charge entrainera une pénalité de 100€ par jour de retard.

Un retard pour dépassement du délai d'intervention suite au signalement du maître d'ouvrage entrainera une pénalité de 50€ par heure de retard.

LIMITES D'APPLICATION

Si les pénalités cumulées venaient à être supérieures à 60% du coût annuel du P2, le MAITRE DE L'OUVRAGE pourra décider unilatéralement de résilier sans aucune contrepartie tout ou partie du contrat.

10. Assurances et garanties

10.1 Assurances

Le titulaire est tenu de produire au maître d'ouvrage les polices et attestations spécifiant que son entreprise est assurée pour les responsabilités qui découlent de son activité spécifique dans le bâtiment. Sont exclus de sa responsabilité sous bénéfice de preuve apportée par le titulaire les dommages dus à l'intervention d'un tiers non autorisé par le titulaire et qu'il n'a pas eu matériellement la possibilité d'empêcher.

Il justifie de la souscription de la police auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, pour l'exercice en cours, qui comporte au minimum les conditions suivantes en responsabilité civile exploitation et/ou travaux:

- **dommages corporels : 5 000 000 euros (cinq millions d'Euros) par sinistre,**
- **dommages matériels et immatériels consécutifs : pour un montant minimal de 1 000 000 euros (un millions d'Euros) par sinistre,**

Lors de l'envoi de chaque première facture d'un nouvel exercice, le titulaire justifie le paiement régulier des primes d'assurances pour l'exercice en cours. Le titulaire prévient le maître d'ouvrage de toutes modifications dans ses qualifications et ses polices d'assurances.

Les garanties devront être reconduites d'année en année pendant toute la durée du marché. Le titulaire, ses co-traitants et ses sous-traitants éventuels devront obligatoirement fournir au maître de l'ouvrage, chaque année, un justificatif de leur assurance à la date anniversaire de leur contrat d'assurance. La première attestation devra être détaillée par la compagnie d'assurance et fournie avec l'offre ou avant la date de prise d'effet du marché.

Si ce justificatif ne pouvait être produit dans les 2 mois suivant la mise en demeure effectuée par le maître de l'ouvrage, celui-ci pourra :

- Soit souscrire un tel contrat aux frais et risques du titulaire, ses co-traitants et ses sous-traitants éventuels,
- Soit résilier le marché, sans que le titulaire, ses co-traitants et ses sous-traitants éventuels ne puissent exiger aucune indemnité.

En tout état de cause, la garantie relative aux dommages matériels devra couvrir la réparation à neuf des dégâts causés aux immeubles concernés par les travaux objets du présent marché (Maintenance, dépannage ou travaux) et aux avoisinants. La garantie sera identique pour les dommages causés aux tiers.

10.2 Garanties

Si, en cours d'exécution du marché, il y a des modifications significatives de matériel ou des équipements

en place par une société tierce, le titulaire assiste à la réception des équipements ou matériels. Les observations qu'il émet ne peuvent entraîner son refus d'assurer ses obligations d'exploitation et de maintenance normale de l'installation.

11. Résiliation du contrat

Les dispositions du chapitre 6 du CCAG fournitures courantes et services s'appliquent au présent marché.

De plus, par dérogation au chapitre 6 du CCAG fournitures courantes et services, le présent contrat pourra être résilié automatiquement dans différentes éventualités précisées ci-après :

- a) Le marché peut être résilié si le montant cumulé des pénalités pour un exercice dépasse soixante pour cent (60%) du montant de la redevance annuelle P2 correspondante,
- b) En cas de modification des installations ou des bâtiments, entraînant une diminution ou une augmentation des besoins calorifiques des bâtiments, une renégociation des éléments contractuels aura lieu entre les parties contractantes. En cas de désaccord, le présent contrat sera résilié de fait, à la fin de l'exercice annuel de gestion, sans indemnités, par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, constatant le désaccord.

De plus, les procédures de résiliation, ne font pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées au titulaire à raison de ses fautes.

12. Substitution

Le titulaire s'interdit de céder les droits et obligations résultant pour lui du contrat sans accord préalable du maître d'ouvrage.

13. Transfert de propriété

Dans le cadre de travaux confiés au titulaire, le transfert de propriété des installations réalisées dans le cadre du présent contrat se fait automatiquement du titulaire au maître d'ouvrage dès leur admission.

14. Dérogations au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services

Dans le présent Acte d'engagement valant Cahier des Clauses Administratives Particulières :

- L'article 9.2 déroge à l'article 14 du CCAG FCS
- L'article 11 déroge au chapitre 6 du CCAG FCS

15. Signature du candidat

Il est rappelé au candidat que la signature de l'Acte d'Engagement vaut acceptation de toutes les pièces contractuelles.

Fait en un seul original

A :

Le

Mention(s) manuscrite(s)

"Lu et approuvé"

Signature(s) du titulaire, ou, en cas de groupement d'entreprises, du mandataire habilité ou de chaque membre du groupement :

.....
.....
.....

16. Acceptation de l'offre

Les sous-traitants proposés dans les actes de sous-traitance annexés au présent acte d'engagement sont acceptés comme ayant droit au paiement direct et les conditions de paiement indiquées sont agréées.

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.

A.....

Le

Le pouvoir adjudicateur

Date d'effet du marché

Reçu notification du marché le :

☐ Le prestataire

☐ Le mandataire du groupement

Reçu l'avis de réception postal de la notification du marché signé le :

☐ Par le prestataire.

☐ Par le mandataire du groupement destinataire.

Pour le représentant du pouvoir adjudicateur,

Ale (Date d'apposition de la signature ci-après)

Annexe à l'acte d'engagement

DESIGNATION DES CO-TRAITANTS ET REPARTITION DES PRESTATIONS

Remplir un exemplaire par co-traitant :

Nom commercial et dénomination sociale du candidat :

.....

Adresse de l'établissement :

.....

.....

.....

Adresse du siège social (si différente de l'établissement) :

.....

.....

.....

Adresse électronique :

Téléphone :

Télécopie :

SIRET : APE :

Numéro de TVA intracommunautaire :

Accepte de recevoir l'avance :

☐ Oui

☐ Non

Organisme bancaire :

Code banque : Code guichet : N° de compte : Clé RIB :

IBAN :

BIC :

Désignation de l'entreprise	Prestations concernées	Montant H.T. (€)	Taux T.V.A.	Montant T.T.C. (€)
Dénomination sociale :				
Dénomination sociale :				
Dénomination sociale :				
Dénomination sociale :				
Dénomination sociale :				
	<i>Totaux</i>			

Annexe à l'acte d'engagement

DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE

Pouvoir adjudicateur : Le collège La Hourquie

- Désignation de l'acheteur :

.....
.....

- Personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements ou cessions de créances :

.....
.....

Objet du marché :

Objet de la consultation : Marché d'exploitation des installations thermiques de type P2 du collège La Hourquie

Objet du marché : Marché d'exploitation des installations thermiques de type P2 du collège La Hourquie

Objet de la déclaration du sous-traitant

La présente déclaration de sous-traitance constitue :

- ☐ Un document annexé à l'offre du soumissionnaire.
- ☐ Un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement (sous-traitant présenté après attribution du marché).
- ☐ Un acte spécial modificatif : il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du

Identification du soumissionnaire ou du titulaire

Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation,

adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET :

.....
.....
.....

Forme juridique du soumissionnaire individuel, du titulaire ou du membre du groupement (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

.....
.....
.....

En cas de groupement momentané d'entreprises, identification et coordonnées du mandataire du groupement :

.....
.....
.....

Identification du sous-traitant :

Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation, adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET :

.....
.....
.....

Forme juridique du soumissionnaire individuel, du titulaire ou du membre du groupement (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

.....
.....
.....

Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant : (Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne) :

.....
.....
.....

Le sous-traitant est-il une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de la recommandation de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises ou un artisan au sens de l'article 19 de la loi du 5 juillet 1996 n° 96-603 modifiée relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat (Art. R. 2151-13 et R. 2351-12 du Code de la commande publique)?

☐ OUI ☐ NON

Nature des prestations sous-traitées :

Nature des prestations sous-traitées :
.....

Sous-traitance de traitement de données à caractère personnel (à compléter le cas échéant) :
.....

Le sous-traitant est autorisé à traiter les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) :

La durée du traitement est :

La nature des opérations réalisées sur les données est :

La ou les finalité(s) du traitement sont :

Les données à caractère personnel traitées sont :

Les catégories de personnes concernées sont :

Le soumissionnaire/titulaire déclare que :

☐ Le sous-traitant présente des garanties suffisantes pour la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles propres à assurer la protection des données personnelles ;

☐ Le contrat de sous-traitance intègre les clauses obligatoires prévues par l'article 28 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (RGPD).

Prix des prestations sous-traitées :

Montant des prestations sous-traitées :

Dans le cas où le sous-traitant a droit au paiement direct, le montant des prestations sous-traitées indiqué ci-dessous, revalorisé le cas échéant par application de la formule de variation des prix indiquée infra, constitue le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant.

a) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de prestations ne relevant pas du b) ci-dessous :

- Taux de la TVA :

- Montant HT (€) :

- Montant TTC (€) :

b) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de travaux sous-traités relevant de l'article 283-2 nonies du Code général des impôts :

- Taux de la TVA : auto-liquidation (la TVA est due par le titulaire)

- Montant hors TVA (€) :

Modalités de variation des prix :
.....

Le titulaire déclare que son sous-traitant remplit les conditions pour avoir **droit au paiement direct** (article R. 2193-10 ou article R. 2393-33 du Code de la commande publique) :

☐ OUI ☐ NON

Condition de paiement :

Compte à créditer :

(Joindre un relevé d'identité bancaire ou postal.)

Nom de l'établissement bancaire :
.....

Numéro de compte :
.....

Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance : ☐ OUI ☐ NON

Capacités du sous-traitant :

Nota : ces renseignements ne sont nécessaires que lorsque l'acheteur les exige et qu'ils n'ont pas été déjà transmis dans le cadre du DC2 -voir rubrique H du DC2.)

Récapitulatif des informations et renseignements ou des pièces demandées par l'acheteur dans les documents de la consultation qui doivent être fournis, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier de son aptitude à exercer l'activité professionnelle concernée, ses capacités économiques et financières ou ses capacités professionnelles et techniques :

Les sous-traitants devront fournir les mêmes pièces que celles qui ont été exigées au(x) candidat(s) / titulaire(s) dans le cadre de la consultation.

Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

- Adresse internet :

.....

- Renseignements nécessaires pour y accéder :
.....

Attestations sur l'honneur du sous-traitant au regard des exclusions de la procédure :

Le sous-traitant déclare sur l'honneur (*) ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du Code de la commande publique (**).

Afin d'attester que le sous-traitant n'est pas dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner, cocher la case suivante : ☐

() Lorsqu'un opérateur économique est, au cours de la procédure de passation d'un marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5, aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 ou aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 du Code de la commande publique, il informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation.*

*(**) Dans l'hypothèse où le sous-traitant est admis à la procédure de redressement judiciaire, son attention est attirée sur le fait qu'il devra prouver qu'il a été habilité à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public.*

Documents de preuve disponibles en ligne :

Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

(Si l'adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée.)

- Adresse internet :
.....

- Renseignements nécessaires pour y accéder :
.....

Cession ou nantissement des créances résultant du marché public.

1ère hypothèse ☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial**.

Le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R. 2193-22 ou à l'article R. 2393-40 du Code de la commande publique.

En conséquence, le titulaire produit avec le DC4 :

☐ L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,

OU

☐ Une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement

de créances.

2ème hypothèse ☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial modificatif** :

☐ Le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité, prévus à l'article R. 2193-22 ou à l'article R. 2393-40 du Code de la commande publique, qui est joint au présent document ;

OU

☐ L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible.

Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant.

A, le A, le

Le sous-traitant :

.....

Le soumissionnaire ou le titulaire :

.....

Le représentant de l'acheteur, compétent pour signer le marché, accepte le sous-traitant et agrée ses conditions de paiement.

A , le

Le représentant de l'acheteur :

Notification de l'acte spécial au titulaire

En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire.)

--

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire reçoit à titre de notification une copie du présent acte spécial :

A, le

Annexe à l'acte d'engagement

NANTISSEMENT OU CESSION DE CREANCES

☐ **Certificat de cessibilité** établi (1) en date du à

ou

☐ **Copie délivrée en unique exemplaire** (1) pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance de :

1 ☐ La totalité du marché dont le montant est de *(indiquer le montant en chiffres et en lettres en €)* :

.....
.....
.....

2 ☐ La totalité du bon de commande n°afférent au marché *(indiquer le montant en chiffres et lettres en €)* :

.....
.....
.....

3 ☐ La partie des prestations que le titulaire n'envisage pas de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct, est évaluée à *(indiquer en chiffres et en lettres en €)* :

.....
.....
.....

4 ☐ La partie des prestations évaluée à *(indiquer le montant en chiffres et en lettres en €)* :

.....
.....
.....

et devant être exécutée par

.....

en qualité de :

☐ membre d'un groupement d'entreprise

☐ sous-traitant

A le

Signature (2)

(1) Cochez la case qui correspond à votre choix, soit certification de cessibilité soit copie délivrée en unique exemplaire

(2) Date et signature originales